



Le point de vue du Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)

L'association a pour but de promouvoir une réflexion et des actions pour la résolution non-violente des conflits en vue de favoriser le développement d'une société juste, solidaire et tolérante. Les principes en sont décrits dans le « Manifeste pour une alternative non-violente ».

Dans l'esprit des résolutions 53/243 intitulées « Déclaration et Programme d'action sur une culture de paix » adoptées à l'ONU lors de son Assemblée générale du 6 octobre 1999, le MAN œuvre pour une culture de non-violence dans tous les domaines de la vie.

Le projet du « technocentre » à Fessenheim permet à notre mouvement d'exprimer son opposition politique.

Celle-ci s'inscrit dans la tradition qui met la politique en position indépassable dans l'organisation humaine. C'est l'inverse du positionnement de Monsieur le député Schellenberger qui dit que « *la fermeture des deux réacteurs c'est politique* » (<https://www.dna.fr/fil-info/2020/02/21/video-raphael-schellenberger-elle-n-avait-rien-a-dire>) alors qu'à la même époque l'extrême droite allemande, contrainte par une nouvelle disposition légale, utilisait la même étrange formule « *c'est politique* » !

Contact : Mouvement pour une
Alternative Non-violente,
groupe Centre Alsace

Adresse
34, rue de la gare,
68500 MERXHEIM
Man.centre.alsace@gmail.com



Cette introduction se place sous le signe de cette réhabilitation dont le monde a grand besoin. Or « *la saisie volontaire d'Edf de la CNDP* » aurait-elle le propre de la vertu politique démocratique ?

Notre hypothèse plausible est qu'Edf veut jouer le bon élève en utilisant l'instance de débat.

C'est, entre autre, oublier que ce nouveau projet ne constitue qu'un maillon du vaste système nucléaire français et mondial, civil et militaire. L'illustration est le maintien de certains échanges concernant le nucléaire entre la France et la Russie malgré la guerre en Ukraine !

L'amplification du caractère rituel de la démocratie contraste avec l'ensemble, davantage une construction oligarchique très peu citoyenne. Des acteurs autorisés, dont des ministres, des cadres démissionnaires d'Edf, des chercheurs universitaires, ont écrit sur cette faiblesse démocratique.

Technocentre et démocratie

Le choix du nucléaire a été suffisamment important et inquiétant pour produire des mouvements sociaux d'opposition dont le CSFR (Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin) en Alsace. Ils ont à leur tour produit une recherche académique pour les comprendre, dont certaines études étaient d'ailleurs financées par Edf.

Une fois lancée, les sciences humaines ont aussi étudié le choix politique civil et militaire de l'atome. Ainsi l'exemple récent de la conférence internationale de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées / Institut Polytechnique de Paris : « Nuclear Revival and Legacies : Insights from the Humanities and Social Sciences » du 21 et 22 octobre 2024 (Relance et héritage du nucléaire, éclairage des sciences humaines et sociales). Ce rapide historique scientifique depuis la physique nucléaire aux sciences humaines, conduit à poser la question de la nature de « la saisie volontaire du GNDP par Edf pour son projet de technocentre ».

Notre appréciation concernant la qualité politique de cette comparaison est du côté de cette évolution scientifique plutôt que du comportement d'Edf (ouverture à la délibération démocratique contre *mise en démocratie* sur la base du management).

L'enjeu politique fondamental est le suivant. Les caractéristiques du nucléaire ne permettant pas de le considérer comme soutenable ; il doit être considéré comme « énergie de transition ». Sa tentative de relance actuelle auquel le projet de technocentre appartient, intègre trop des éléments de tromperie et de contre production, des dangers anciens et nouveaux. Il est bien trop entaché par les causes mêmes qui ont conduit le monde aux crises actuelles (climat, biodiversité, conséquences de l'hyper vitesse, difficultés profondes sociale et politique...), et il est fort probable que ses qualités résolutives soient bien plus faibles que ses capacités à renforcer les crises.

Technocentre et solutionnisme technologique

Si le nucléaire avait vraiment les qualités prédites par l'oligarchie qui le promeut on se demande pourquoi les ENR (ENergies Renouvelables) et leurs développements

auraient un sens. Cette interrogation a d'autant plus d'actualité dans ce qui est aujourd'hui nommé sa relance.

L'enjeu troublant derrière cet enjeu comparatif illustre exactement l'inverse du technosolutionnisme, puisqu'il intègre de nombreux facteurs et critères des diverses disciplines et activités humaines.

Dès qu'on en vient au système nucléaire lui-même, ses complexités, ses difficultés, la solution du technocentre relève de ce qui a été appelé « solutionnisme technologique ». La reprise critique de l'ensemble n'est pas à l'ordre du jour et la gestion des déchets comme « communs négatifs » est devenue, par rapport à la face éclairée du nucléaire (fourniture d'énergie civile et militaire), une de ses faces obscures. « L'intelligence nucléaire » a ainsi expérimenté des solutions aussi diverses que la poubelle des fosses océaniques jusqu'au technocentre qui se révèle être le dernier né pour transformer des « ferrailles encombrantes » en choses plus acceptables et surtout recyclables grâce à une simple opération de métallurgie.

Or ce savoir-faire ancien du travail des métaux, reste entaché d'incertitudes quand on l'applique à la séparation des éléments radioactifs et de l'acier. La liste et la nature exacte des radioéléments sont indisponibles. Les propriétés de ségrégation entre phase du laitier et phase métallique sont fortement différentes en fonction de l'isotope. Le reliquat radioactif du métal considéré pourtant comme non radioactif et recyclé dans les filières économiques classiques va rencontrer une diversité de situations opaques, incertaines, non maîtrisées, quand au sort exact de la radioactivité restante.

Un écosystème entièrement mystérieux non connu, existe et n'entre pas dans les considérations du projet, depuis les bases douteuses de la comparaison avec la radioactivité naturelle. Les cycles des éléments (dont les radioéléments relictuels) dans les écosystèmes ouvrent sur une variété et complexité des phénomènes possibles (capture, fixation, concentration, substitution, intégration dans les chaînes biologiques...) : le projet le méconnaît totalement.

Sur un plan plus général, nous pourrions dire que le nucléaire est aujourd'hui une technologie d'aventuriers, après avoir été une technologie de religieux. Avec Hiroshima l'hyper puissance a mis radicalement l'Etat en crise par le renversement de sa fonction fondatrice ; de conservatoire elle devenue radicalement destructrice. Les méga morts potentiels en signent le caractère sacré du religieux archaïque !

Cohabitant pourtant avec des intelligences remarquables, cela illustre aussi l'allure aventurière actuelle. Les prouesses intellectuelles et son corollaire en technologies complexes se heurtent à l'impasse ancienne des sciences de la relation. La science objectiviste très caractérisée du nucléaire va se heurter de plus en plus à la science des relations bien plus intégratrices que « d'avancer en extériorisant » (entre autre sur le sacré). L'aventure c'est trouver des solutions « éternellement techniques » à des crises qui ne le sont pas.

Par ailleurs, l'actualisation des risques passe aussi par la considération de l'hypervitesse du numérique qui va rencontrer le domaine nucléaire pour le meilleur sans doute mais aussi pour le pire. La question cruciale de la survie possible du civil comme entité juridique fondamentale est aujourd'hui posée par certains analystes politistes.

Technocentre et alternative.

Des alternatives existent et sont issues d'autres choix politiques. Nous insistons sur les conséquences si importantes et si différents qu'elles modifient fortement le visage de la société.

Entre les discussions avec certains pros nucléaires des années 1970 qui voyaient le nucléaire comme énergie de transition, il y a un grand fossé avec le choix actuel d'assumer un nucléaire plus irrévocable. Les progrès concernant les ENR constituent pourtant une opportunité forte de changer avec des faisabilités réalistes importantes. Malgré le verdissement du nucléaire par la taxonomie européenne, celle-ci considère pourtant le nucléaire comme transitionnel, comme les pros nucléaires cités, et donc non soutenable à terme, et apparemment en contradiction avec les orientations politiques actuelles.

La décision de relance du président Macron imprime un discours d'Edf qui table sur une production inflationniste de KW nucléaire avec l'espoir de descendre son prix et de ce fait écrasent les concurrents ENR. Il s'agit là d'avatars illustrant bien le danger de « faire comme avant » c'est-à-dire d'accélérer la crise au lieu de la calmer.

Cette situation est d'autant plus déplaisante pour les antinucléaires, mais aussi pour l'humanité, puisqu'il existe aujourd'hui de véritables alternatives peu ou mal discernables dans les années après guerre.

Il est bien possible que l'insistance nucléaire française soit liée au choix de l'arme nucléaire. L'accumulation des éléments négatifs, dangereux, aliénants, du nucléaire civil et militaire, ferme l'avenir. C'est la première fois, dans l'histoire française, que, devant l'existence de choix très différents, un petit groupe de personnes engage le scénario du pire et entraîne possiblement le pays vers de grandes difficultés.

Le projet de métallurgie des métaux radioactifs de Fessenheim emprisonne cette commune, et avec elle la plaine du Rhin, pour un nouveau cycle de l'industrie nucléaire. Après la victoire laborieuse de fermeture de la centrale, Edf souhaite continuer à occuper le terrain qu'elle a perdu politiquement, de manière aussi positive que possible et dans un souci de redressement de la situation.

Notre conclusion est le rejet de ce projet. Nous ne sommes pas dupes des tentatives d'Edf pour parer son projet de l'excellence, alors que, quelque soit l'angle que l'on prenne, il existe des critiques :

- Le projet ne sera pas rentable : diverses estimations économiques simples peuvent le démontrer sans difficulté.
- En ce qui concerne la santé il participe à la dissémination inédite d'une radioactivité dite « très faible » sans tenir compte de la complexité des écosystèmes. La reconnaissance de l'effet des faibles doses de radioactivité, sans l'existence d'un seuil, contredit l'optimisme d'Edf, et participera à l'augmentation de la morbidité environnementale.
- Le projet cherche, à la fois à échapper au droit (évitement de la contrainte de « l'Installation Nucléaire de Base »), qu'essayer de l'instrumentaliser (modification du statut de « déchet nucléaire »).
- La démocratie reste malmenée, malgré l'effort d'Edf, avec sans doute un renforcement de l'aliénation à l'addiction nucléophile.

